

Editorial

Un an après le 10 mai : NON A LA PAUSE ! NON AU PACTE AVEC LE CNPF !

LA seule leçon officielle que le gouvernement ait tirée de son échec aux élections cantonales est qu'il doit désormais expliquer plus sa politique et mieux sérier ses objectifs. Mettant aussitôt la leçon en application, Mauroy s'avise de suspendre l'abolition de la loi « Sécurité et Liberté » de Peyrefitte. Histoire de montrer aux électeurs des « couches moyennes » que le gouvernement n'entend pas sombrer dans le laxisme face au développement de la délinquance !

Et Defferre d'en rajouter en demandant que les policiers soient autorisés à vérifier l'identité de quiconque et à tirer après les sommations d'usage. Réhabilité à peu de frais par le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, Peyrefitte se paie le luxe de mettre en garde contre le danger des propositions Defferre ! Quelles que soient les corrections qui ont suivi, le gouvernement a renforcé la droite dont le projet est rétrospectivement légitimé. Il mécontente la gauche et inquiète les inquiets qu'il voulait rassurer. Bref, il perd sur tous les tableaux !

Ces « faux pas » illustrent en fait toute la politique du gouvernement Mauroy. Les quelques mesures sociales bien timides qu'il a prises sont suffisantes pour faire hurler les patrons mais bien incapables d'alléger le fardeau de la crise supporté par les travailleurs. Elles ne permettent en rien de réduire le chômage.

En fait, le gouvernement a pris lui-même la mesure de cette incohérence : il s'engage à grandes enjambées vers la « pause » souhaitée par Delors-Rocard-Chevènement et réclamée à cor et à cri par la droite. Le gouvernement ne trouve pas opportun d'employer le mot « pause » vis-à-vis des travailleurs qui, n'ayant guère vu d'avancée, risqueraient fort de le comprendre comme l'annonce d'un recul. Par contre, Mauroy a très explicitement promis la pause au patronat — diminution de 11 milliards de la taxe professionnelle, gel des cotisations sociales, pas de nouvelle diminution de temps de travail par voie législative — en assortissant le tout de quelques cadeaux.

Le projet économique initial du PS, fondé sur une relance de l'économie par la relance de la consommation, a fait long feu : les petites augmentations de pouvoir d'achat concédées aux smicards et aux vieux n'ont eu qu'un modeste et bref effet. Puis le gouvernement a eu recours au déficit budgétaire et développé l'aide aux entreprises, politique qui débouche sur la rigueur réclamée par Fabius et garantie par Mitterrand.

En effet, le patronat ne se contentera pas des cadeaux du gouvernement. Il n'aura de cesse de le faire reculer pour qu'il joue le rôle dévolu à la social-démocratie dans la crise capitaliste : faire payer la restructuration économique aux travailleurs, en particulier par la remise en cause des acquis et par le développement du chômage. Mauroy et Mitterrand pourront toujours supplier, multiplier rencontres, commissions et journées de travail, les capitalistes ne reprendront les investissements que lorsqu'une authentique politique d'austérité assurera une relance de leurs profits. Il faut à cet égard souligner l'étonnante lucidité d'Edmond Maire, véritable croisé de l'austérité autogérée, prêt à accepter plus de sacrifices pour ses syndiqués que Mitterrand pour ses électeurs !

Ainsi, le gouvernement de « la lutte contre le chômage » en vient à suivre le raisonnement du patronat : pour embaucher, il faut relancer la machine économique ; pour relancer celle-ci, il faut investir ; pour investir, il faut accroître le

taux de profit ; pour accroître le taux de profit, il faut bloquer les salaires et les charges sociales, laisser courir le chômage. Aussi ce gouvernement, s'il continue sur cette voie, finira-t-il comme le « gouvernement des promesses non tenues ». Et comble d'ironie, cette accusation lui est déjà lancée par la droite !

On peut, dès lors, se livrer au jeu des prophéties. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la défaite des élections cantonales en annonce une autre plus retentissante aux municipales. On peut en effet imaginer qu'une partie des couches moyennes hésitantes votera à droite, qu'une partie des électeurs de gauche et de la jeunesse risque de s'abstenir en guise de remerciement pour le service militaire à six mois, pour le large débat démocratique sur les centrales nucléaires, pour le septième sous-marin nucléaire, pour l'élévation du chômage et de la hausse des prix, pour les cadeaux au patronat et à l'école libre. Pour compléter ce scénario, on peut prévoir un mauvais report des voix PS et PC au deuxième tour.

La droite exigera alors le respect de la sanction politique exprimée par le suffrage universel. Mitterrand, ancien socialiste devenu le « président de tous les Français » par la volonté du même suffrage universel, ne manquera pas de sonner l'heure de l'austérité (« de gauche » évidemment) et d'élargir son gouvernement à droite, donnant ainsi toute leur fonction aux Jobert-Crépeau et compagnie, aujourd'hui forcément plus discrets, voire en élargissant son équipe à quelques politiciens issus de l'UDF ou du RPR. Le retour envisagé à un scrutin en partie proportionnel devrait faciliter la fin de la « bipolarisation politique » et permettre de renouer diverses alliances autour du PS.

Affaibli, le PCF n'aura le choix qu'entre un suivisme « très critique » et une nouvelle rupture qui le replongerait dans un isolement sectaire. Le PCF a déjà utilisé successivement ces deux tactiques, sans parvenir à interrompre le cours de son déclin. Ses tournants brusques ont accentué une crise interne sans précédent et l'on voit mal quelle voie il pourrait emprunter pour infléchir une chute qui peut se transformer en un véritable effondrement.

Telle est la logique inscrite dans l'action du gouvernement Mitterrand-Mauroy. Il est en ce sens effectivement fidèle à la politique de Léon Blum en 1936, à ceci près que la grève générale de juin 1936 avait arraché des revendications aussi importantes que les congés payés. Ce sont ces victoires qui restent attachées au nom du Front populaire dans la mémoire ouvrière. Aucune des mesures sociales ou démocratiques du gouvernement Mauroy-Mitterrand n'ayant eu une portée semblable, il ne se trouvera bientôt plus guère de monde pour chanter ses louanges et danser place de la Bastille.

La politique d'austérité dite de gauche que s'appête à suivre le gouvernement Mitterrand-Mauroy n'a aucune chance de succès réel dans l'immédiat car la classe ouvrière n'est pas démobilisée. Elle n'est absolument pas prête à accepter une remise en cause de ses acquis, comme l'a montré sa réaction immédiate à l'ordonnance sur les 39 heures. Mitterrand, on s'en souvient, dut intervenir rapidement pour mettre fin à la multiplication des grèves en faisant mine de « donner raison » aux travailleurs qui refusaient une amputation de leur salaire.

La division syndicale, en même temps qu'elle affaiblit la classe ouvrière dans sa défense quotidienne, ne permet pas l'acceptation d'une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs par les bureaucraties syndicales concurrentes, comme cela se pratique en République fédérale allemande. Il est significatif que le mot même d'austérité passe mal et qu'à part le téméraire Edmond Maire, les autres responsables syndicaux préfèrent parler de « réalisme » ou de « rigueur ».

On peut donc prédire que cette politique d'austérité va se heurter à l'action croissante des travailleurs. Cette mobilisation revendicative s'accompagnera d'une défiance accrue vis-à-vis du gouvernement, des partis réformistes et des directions syndicales.

Toutefois, la généralisation de cette mobilisation revendicative et sa maturation politique en crise révolutionnaire se heurtent à deux obstacles majeurs : ●La division, en premier lieu, qui s'est accentuée sur le plan syndical alors qu'elle s'assouplissait sur le plan politique. Les difficultés du gouvernement tendront à la relancer entre PS et PC. Le mauvais report des voix entre ces deux partis aux élections cantonales et le marathon des discussions autour des cortèges syndicaux le 1^{er} Mai sont parmi les symptômes les plus éclatants de la permanence et de la profondeur de cette division, même si, sur le terrain des luttes

revendicatives, en particulier pour la défense des acquis, la mobilisation des travailleurs en lutte impose souvent l'unité localement.

● La désorientation politique pouvant déboucher sur un grave scepticisme constitue le second obstacle. En effet, les « hésitations » et « contradictions » du gouvernement, les retournements à 180 degrés du PCF, le coup d'Etat militaire en Pologne qui s'ajoute aux effets de l'Afghanistan, les « convergences » Reagan-Mitterrand, suscitent une large défiance vis-à-vis des directions du PS et du PC. Ces événements facilitent l'émergence d'oppositions au sein de ces partis mais ils nourrissent aussi un large sentiment d'écœurement envers la politique et les « politiciens ». Un doute très lourd est jeté sur l'existence d'une authentique alternative socialiste...

Ainsi le danger est-il réel d'un morcellement puis d'une usure de la mobilisation ouvrière qui, du même coup, s'avérerait impuissante à attirer à elle une partie des couches moyennes dont la mobilisation est actuellement orchestrée par la droite.

S'il faut reconnaître et désigner les obstacles de taille à la généralisation de la mobilisation ouvrière et à sa maturation politique, si les forces de droite les intègrent consciemment à leurs calculs politiques, les révolutionnaires ne fondent pas leur activité sur un quelconque pronostic, mais sur les contradictions à l'œuvre dès aujourd'hui.

La désorientation politique et l'hypothèque que fait peser le stalinisme sur l'idée même de socialisme n'empêchent pas nouveaux espoirs et le développement d'une solidarité de masse à chaque percée d'un mouvement révolutionnaire dans le monde, que ce soit en Pologne ou au Salvador.

Pour difficile qu'elle soit, la lutte pour l'unité d'action des organisations ouvrières, syndicales en tout premier lieu, repose sur un levier puissant : l'exigence forte et spontanée d'unité ouvrière, qui s'est imposée aux bureaucraties dans chaque lutte. L'inquiétude même, qui va aller croissant parmi les travailleurs, sur les choix politiques du gouvernement et les nouvelles menaces de la droite, tend à rendre possible et crédible l'exigence d'une intervention massive et unitaire de la classe ouvrière sur la scène politique et sociale.

Le caractère des luttes ouvrières se modifie, en fonction de l'expérience. En défense des acquis dans un premier temps, elles tendent à transformer en luttes pour de nouveaux acquis, comme le montrent les grèves à Renault-Flins et à la Société générale, qui se sont développées tout au long du mois d'avril.

C'est pourquoi la politique de gestion loyale du système capitaliste, qui signifie dans les conditions actuelles une politique d'austérité, ne peut être imposée par le gouvernement sans réactions très fortes de la classe ouvrière, sans une radicalisation du combat des travailleurs et sans heurts d'importance.

La majorité PS-PC sent bien qu'un fossé commence à se creuser entre elle et la classe ouvrière. C'est ce qui explique les déclarations de Delors sur la concurrence entre les centrales syndicales, dont il affirme qu'elle prépare de fait un retour de la droite. C'est ce qui explique les tentatives du PS et du PC d'imposer, malgré la direction CFDT, une démonstration d'unité le 1^{er} Mai. La majorité PS-PC ne veut pas tant l'unité que la constitution d'un bloc syndical autour d'elle, en soutien à sa politique, condition indispensable pour faire passer dans les faits une politique d'austérité que les travailleurs refusent.

Les contradictions de cette politique sont éclatantes : la concrétisation de cette unité à des fins anti-ouvrières, le 1^{er} Mai, serait perçue par les travailleurs comme un déblocage, comme un pas vers l'unité d'action, comme un facteur de confiance et de mobilisation. C'est que les travailleurs attendent, confusément mais sûrement, d'autres actes, une autre politique.

Dans une telle situation, les révolutionnaires ne peuvent limiter leur activité au soutien aux luttes et à l'appel au combat. Ils disent clairement aux travailleurs ce que fait le gouvernement, et ils expliquent les trois grands axes autour desquels doit s'ordonner une politique conforme aux intérêts ouvriers.

● Le combat pour l'unité d'action, car il est décisif que la classe ouvrière montre sa force, y compris dans la rue. Il n'y a pas eu une seule manifestation ouvrière de masse depuis le 10 mai ! C'est pourquoi la LCR a combattu pour une manifestation unitaire des partis et syndicats ouvriers le 1^{er} Mai. C'est pourquoi les comités unitaires de mobilisation dans les luttes, les assemblées intersyndicales, les comités de grève représentatifs, les piquets de grève unitaires d'autodéfense

des occupations contre les commandos patronaux et la police que Defferre se vante d'envoyer contre les travailleurs en lutte, sont des tâches d'actualité.

Cette bataille pour l'unité d'action des travailleurs et de leurs organisations accompagne l'exigence de la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie, rupture qui passe essentiellement aujourd'hui par la dénonciation du pacte qui vient d'être conclu entre le gouvernement et le CNPF.

● La défense d'une alternative politique, en rupture avec la gestion loyale du capitalisme. Faut-il laisser augmenter le chômage pour accroître le taux de profit et relancer les investissements privés, ou faut-il au contraire assurer le plein emploi pour développer la production d'une économie planifiée en fonction des besoins ? Telle est l'alternative.

De ce point de vue, on ne peut en rester, sous prétexte de pédagogie, au slogan cher au PCF : il suffit de faire payer les riches. Car justement cela ne suffit pas ! Deux mots d'ordre permettent d'avancer plus précisément dans le sens de cette alternative politique. En réponse aux jérémiades du CNPF qui dit « vous nous saignez », et en réplique aux cadeaux de Mitterrand-Mauroy aux patrons, la LCR affirme :

Il faut exiger l'ouverture des livres de comptes des entreprises, lever le secret bancaire et commercial. Il faut instituer une banque unique et le compte unique pour les entreprises, seuls moyens pour contrôler les opérations des patrons et leurs profits réels. Il faut imposer le contrôle des syndicats et des travailleurs sur les investissements.

La mise sous tutelle publique des entreprises dont les patrons font la grève des investissements est une nécessité si l'on veut réduire le chômage. De même, la remise en marche sous contrôle ouvrier des entreprises qui ferment, avec le soutien de l'Etat. Une loi doit permettre la création d'entreprises publiques pour les productions et services d'utilité sociale. Face aux patrons qui font faillite, il faut étendre le secteur public, organiser sa planification en fonction des besoins sociaux.

Il nous faut en même temps réaffirmer que la seule solution à la crise du système capitaliste réside dans le socialisme démocratique, c'est-à-dire la planification et l'autogestion. C'est la revendication des travailleurs polonais !

Loin de constituer une propagande idéologique coupée des besoins immédiats et de l'action, il est aujourd'hui à nouveau essentiel de combattre l'idée, ravivée par le stalinisme, selon laquelle la défense des libertés passe par celle de la libre entreprise et du « monde libre », c'est-à-dire par le respect du capitalisme et tout au mieux son aménagement.

● Il faut construire une force révolutionnaire, ce qui est possible aujourd'hui :

En aidant les oppositions syndicales, dans le respect de leur autonomie, à se regrouper sur une plate-forme de réponse à la crise et de défense des revendications qui y correspondent, et à prendre des initiatives unitaires.

En regroupant les organisations révolutionnaires prêtes à défendre une plate-forme politique alternative à la politique du gouvernement, initiatives dirigées vers les larges masses, en vue notamment des élections municipales qui seront l'occasion d'une campagne politique nationale.

En s'adressant, lors de chaque événement politique important, aux militants du PS et du PC qui sont pour beaucoup désorientés et paralysés par la politique de leurs directions.

En construisant une organisation révolutionnaire implantée dans les principales entreprises du pays, et tout spécialement au cœur du prolétariat industriel car, plus que jamais, l'issue de la situation dépend du facteur subjectif, c'est-à-dire de l'existence d'un véritable parti révolutionnaire des travailleurs.

L'activité quotidienne des révolutionnaires, souvent difficile et dont les résultats n'apparaissent pas aujourd'hui de manière spectaculaire, prend appui sur les potentialités recélées dans la situation présente et ses contradictions. Parce que ces dernières tendent à s'accroître, dans des conditions dont il est impossible de prévoir à l'avance le fil, les rythmes et les détours, les tâches anticapitalistes du programme révolutionnaire s'imposeront dans la classe ouvrière, comme des choix concrets, si nous savons les actualiser et les porter au cœur du mouvement des masses. C'est ce que fera la LCR dans les mois qui viennent.